

RECHERCHÉ

RELEVÉ POUR LES MÉTIERS DE L'EAU

Par **Marie-France Létourneau**
Collaboration spéciale

Alors que le taux de chômage tend à augmenter au Québec, les métiers liés à la filière de l'eau font figure d'exception. La pénurie de main-d'œuvre y demeure criante, malgré les différentes mesures mises en place par les acteurs du secteur au cours des dernières années pour renverser la tendance. État de la situation.

« Il y a peu d'écoles qui offrent la formation, peu de finissants et une grande demande pour des travailleurs qualifiés parce qu'il y a un nombre élevé de départs à la retraite », résume la directrice générale d'EnviroCompétences, Dominique Dodier.

Selon elle, quelque 2000 départs de travailleurs sont à prévoir au cours des prochaines années, tandis que le nombre de diplômés des différentes

formations en traitement de l'eau s'élève annuellement à environ 150.

« Il y a un gros déficit, même si ça s'est amélioré un peu », fait valoir M^{me} Dodier.

« Depuis 2020, c'est très tendu. La pénurie est toujours bien présente », confirme Jean-François Bergeron, président fondateur de Nordikeau, une

entreprise de Joliette spécialisée dans la gestion des infrastructures d'eau. La PME de 200 employés travaille avec 460 municipalités québécoises, de même qu'avec des entreprises du secteur industriel et des entreprises minières.

Même son de cloche dans le secteur municipal. C'est notamment le cas à Victoriaville. « Depuis 2022, on n'a jamais eu d'équipe complète [de sept



« Il y a un gros déficit, même si ça s'est amélioré un peu. »

Dominique Dodier, directrice générale d'EnviroCompétences

opérateurs qualifiés] à l'usine de filtration, témoigne pour sa part le chef de la division du traitement des eaux, Patrick Gélinas. Il y a eu des années très difficiles. »

« On s'est donc organisés pour avoir de l'aide à l'interne, avec des opérateurs de la station d'épuration des eaux usées, qui ont aussi leurs cartes de compétence », explique-t-il.

Le magazine *Source* avait déjà rapporté la situation en 2023. Les données étaient similaires à cette époque. Force est de constater qu'il reste du travail à faire pour combler la demande de main-d'œuvre

dans les métiers de l'eau. Le défi est d'autant plus grand que le secteur de l'environnement, dont l'eau est un sous-secteur, connaît une croissance annuelle du taux d'emploi de 8 à 10 %, souligne la directrice générale d'EnviroCompétences.

« Le secteur de l'environnement est porteur de croissance », relève Dominique Dodier.

« Une écharde dans le pied »

Au cours des dernières années, pour s'assurer d'avoir la main-d'œuvre nécessaire, certaines entreprises et municipalités se sont tournées vers la

France. La conclusion d'un arrangement de reconnaissance mutuelle (ARM) des qualifications professionnelles entre le Québec et la France facilite le recrutement de travailleurs francophones qualifiés dans les métiers de l'eau.

Or, les modifications apportées en 2024 par le gouvernement du Canada au Programme des travailleurs étrangers temporaires (PTET) compliquent la donne. « C'est une écharde de plus dans le pied des entreprises », laisse tomber M^{me} Dodier.

« Il y a de nouvelles contraintes au PTET, explique Jean-François Bergeron, qui recrute en France depuis

2019. La durée des permis de travail est passé de deux ans à un an lors de leurs renouvellements et les salaires et leurs seuils à respecter ont quant à eux augmentés d'environ 20 %.

« Certains secteurs d'activité sont exclus de ces nouvelles dispositions. Et c'est ce qu'on demande aussi, ajoute-t-il. Les services d'eau sont quand même essentiels. Mais notre demande n'a pas été acceptée, à ce jour. »

Nordikeau dit avoir préparé quelque 80 dossiers d'immigration depuis 2020. Une cinquantaine de travailleurs sont toujours en poste au Québec. Malgré tout, l'apport de travailleurs étrangers ne suffit pas à répondre à la croissance annuelle de 15 à 20% de la PME qui souhaite également pouvoir compter sur une relève locale. « Ce sont des coûts importants pour l'entreprise », dit Jean-François Bergeron.

La concurrence, un enjeu

Selon Dominique Dodier, la concurrence que se livrent les municipalités et les entreprises privées pour attirer et retenir les opérateurs et techniciens qualifiés représente par ailleurs un enjeu important. « Souvent, les entreprises privées forment les jeunes, qui sont ensuite attirés par les villes, car les conditions de travail et les avantages sociaux y sont très intéressants, fait-elle valoir. L'attraction et la rétention ne sont pas faciles pour les entreprises privées. »

Ces dernières jouent pourtant un rôle « nécessaire et stratégique » pour les services de traitement et d'épuration des eaux, particulièrement dans les plus petites municipalités.

Et, faut-il le rappeler, la qualité de l'eau potable est aussi une question de santé publique. La tragédie de Walkerton, en Ontario, en est un triste rappel, souligne M^{me} Dodier. En 2000, sept personnes sont décédées et plus de 2000 personnes ont été malades à la suite de la contamination du réseau d'eau potable par la bactérie *E. coli*.

Dominique Dodier croit que, peu importe le secteur d'activité, les entreprises doivent savoir se remettre en question dans un contexte de « déséquilibre entre l'offre et la demande ». Les aspects salariaux (y compris les vacances, les assurances collectives, les programmes d'aide aux employés, etc.), de même que les aspects organisationnels doivent être analysés.

Comme pour toutes les entreprises du secteur, Nordikeau compose avec un certain taux de roulement. L'entreprise s'assure toutefois de bien faire les choses

et a su se remettre en question au fil du temps. « Bien que Nordikeau soit un employeur de choix, les taux de roulement ont augmenté légèrement compte tenu de la forte demande pour les professionnels de l'eau », estime Monsieur Bergeron.

Formations délocalisées

Les établissements de formation qui offrent des programmes menant à l'obtention des accréditations nécessaires pour le traitement de l'eau ont également fait preuve d'agilité.

C'est notamment le cas du centre de services scolaire des Trois-Lacs, qui offre le seul programme – *Conduite de procédés de traitement de l'eau* – permettant d'obtenir un diplôme d'études professionnelles (DEP) dans ce domaine.

Auparavant offerte exclusivement au Centre de formation professionnelle Paul-Gérin-Lajoie, à Vaudreuil-Dorion, la formation peut désormais être suivie à Québec, à Victoriaville et, depuis cette année, à Gatineau. Preuve de la popularité de l'initiative, des listes d'attente ont dû être mises en place pour certaines cohortes. Mais elles tendent à se résorber rapidement, précise la coordonnatrice du multicentre des Trois-Lacs, Anik Savoie.

« On travaille avec les municipalités, souligne pour sa part le coordonnateur des services de l'éducation des adultes et de la formation professionnelle, Sébastien Roy. Les élèves sont dans le milieu de travail, souvent dans les usines d'eau potable. Ils ont une salle de classe et peuvent circuler dans l'usine. Ça leur permet de vivre la réalité du milieu de travail et de vivre les alarmes, par exemple s'il y a 40 mm de pluie qui tombent d'un coup! »

Pour combler les différents besoins des étudiants, des cohortes de soir, entre autres, ont été formées.

Pour la Ville de Victoriaville, cette délocalisation a d'ailleurs eu l'effet d'une bénédiction. Elle a recruté deux opérateurs parmi les candidats de la première cohorte en 2024-2025. Cela lui a permis de faire grimper à six le nombre d'opérateurs à son usine de traitement d'eau. « Ça n'est pas arrivé depuis très longtemps, dit Patrick Gélinas. On est vraiment contents. »

Mais, comme des départs sont à prévoir, tant à l'usine de traitement qu'à l'usine d'épuration des eaux usées, les efforts de recrutement se poursuivent, dit-il. À Victoriaville, la rémunération d'un opérateur, à l'entrée, est de 35,08 \$ l'heure. Le taux maximal de 43,84 \$ est atteint après deux ans.

Formule hybride

Le Cégep de Shawinigan, qui offre l'attestation d'études collégiales (AEC) *Techniques de gestion des eaux*, a également revu sa formule pour attirer davantage d'étudiants. Depuis trois ans, la formation est proposée en mode hybride : 80 % des cours en ligne et 20 % en présentiel, à Shawinigan, à raison de trois jours par mois.

Les semaines de cours sont concentrées sur trois jours et permettent une meilleure conciliation travail-études (et famille dans certains cas). Les résultats ne se sont pas fait attendre, affirme le responsable du programme, Alain Tousignant. Le nombre d'inscriptions a augmenté et les étudiants proviennent de différentes régions du Québec.

« Avant, on avait plus de difficulté à partir nos cohortes, qui ont un seuil minimal de 15 personnes, dit M. Tousignant. Là, ça va plus vite. Les gens voient que c'est un projet qu'ils peuvent réaliser. On travaille fort pour mettre différentes choses en place pour aider le domaine. »

Un seul cégep, celui de Saint-Laurent, offre un diplôme d'études collégiales (DEC) en technologie de l'eau.

Au total, au Québec, une dizaine de formations postsecondaires permettent d'obtenir la reconnaissance requise par le *Règlement sur la qualité de l'eau potable* pour faire fonctionner une usine de traitement de l'eau.

Édicté en 2001, ce règlement a d'ailleurs ajouté différentes « barrières de sécurité » pour s'assurer de la qualité du traitement de l'eau potable « de la source au robinet ». « Un des éléments essentiels de cette approche, c'est la qualification des opérateurs qui gèrent tous ces équipements et veillent aux différents suivis », explique Donald Ellis, ingénieur spécialisé en traitement et en distribution d'eau au ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques de la Faune et des Parcs (MELCCFP).

De nouvelles obligations de qualifications ont ainsi été ajoutées par le ministère pour les personnes qui font fonctionner les équipements de traitement et de distribution d'eau potable. Pour l'heure, explique M. Ellis, deux voies permettent d'obtenir les exigences requises : la formation scolaire (par un DEP, un DEC ou une AEC) et la formation en milieu de travail.

Détail : le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale est responsable d'accorder les certifications de qualification.

Des métiers à faire connaître

Pour le grand patron de Nordikeau, Jean-François Bergeron, la méconnaissance des métiers de l'eau est responsable en bonne partie de la pénurie de main-d'œuvre. Et, comme il le répète depuis plusieurs années, il continue de croire qu'une campagne nationale de promotion contribuerait à renverser la tendance.

Jean-François Bergeron semble d'ailleurs déterminé à ce que ce projet se concrétise. « On prend le *lead*, et on avance avec ça », lance-t-il. Des démarches sont en cours avec une firme de communication, qui compte déjà à son actif des campagnes similaires pour les métiers de la forêt et de la construction.

Selon l'entrepreneur, un « collectif restreint » d'acteurs du secteur de l'eau devrait être formé à court terme afin d'établir un plan de match et boucler le financement nécessaire.

« Le milieu est déjà très actif et mobilisé, mais il faut faire connaître plus largement ces métiers essentiels », déclare-t-il.

Une conviction que partagent ses pairs. « C'est tellement instinctif d'ouvrir un robinet et d'avoir de l'eau potable qu'on oublie qu'il y a des gens qui travaillent derrière ça », renchérit Jean-François Audet, vice-président aux ventes et aux projets spéciaux à Nordikeau.

« Les gens qui sont dans ce domaine-là sont passionnés et ont leur travail à cœur, ajoute pour sa part Donald Ellis, du MELCCFP. Ce n'est pas juste un emploi. Ils ont à cœur de contribuer au bien-être de la société. Et ça, on l'oublie souvent. »

Dominique Dodier souligne que différentes initiatives de promotion des métiers de l'eau auprès des jeunes, entre autres, ont porté leurs fruits au cours des dernières années. Le jeu vidéo éducatif gratuit *Eau Poste*, lancé l'an dernier par EnviroCompétences, en fait partie.

« Ça a donné de bons résultats auprès des jeunes, se réjouit la directrice générale du comité sectoriel de main-d'œuvre de l'environnement. On espère influencer les prochains opérateurs ou techniciens en traitement de l'eau. »

EnviroCompétences a également lancé *Vert ton avenir*, une campagne de valorisation des « métiers verts », visant à mettre en lumière les différents emplois méconnus dans le secteur de l'environnement.

Même chose pour la campagne *Pensez Bleu*, propulsée par Réseau Environnement, afin de sensibiliser la population à l'importance d'économiser et de protéger l'eau. Elle fait aussi la promotion des métiers de l'eau.

« Tout le monde se serre les coudes dans le secteur de l'eau pour avoir de la main-d'œuvre qualifiée, en quantité et en qualité », assure Dominique Dodier.

De l'avis des personnes sondées pour ce reportage, le travail d'opérateur ou de technicien dans les installations d'eau potable a tout pour combler les personnes manuelles, dotées d'un esprit analytique, voire scientifique, capables de prendre des décisions et qui n'aiment pas la routine.

« Ça prend des gens motivés, curieux et qui ont le goût d'apprendre, affirme Patrick Gélinas, de la Ville de Victoriaville. C'est ce qui va leur permettre de devenir de bons opérateurs. »



« Au total, au Québec, une dizaine de formations postsecondaires permettent d'obtenir la reconnaissance requise par le *Règlement sur la qualité de l'eau potable* pour faire fonctionner une usine de traitement de l'eau. »